



**BUREAU
VERITAS**

SOLUTIONS

AUDIT D'ACCESSIBILITE HANDICAPEE

MINISTERE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ETRANGERES

Site CASTERNEAU

BATIMENT 3

17 RUE DU CASTERNEAU – 44000 NANTES

Votre contact :

Florian BOCHEREL
Chargé d'affaires Maîtrise d'Œuvre
et Coordonnateur SSI
Tél. : 07.86.83.57.34
florian.bocherel@bureauveritas.com

Révision 0

Bureau Veritas Solution SAS

Building
& Infrastructure

4 rue Duguay Trouin
44800 Saint Herblain

www.bureauveritas.fr

Table des matières

1	Rappel du contexte et enjeux	2
2	Rédaction et version	3
2.1	Rédaction	3
2.2	Version	3
2.3	Destination	3
3	Description et classement de l'établissement	4
3.1	Description sommaire de l'établissement	4
3.2	Classement	4
4	Référentiel réglementaire	5
4.1	Pour les scénarii strictement réglementaires (Code du travail)	5
4.2	Pour les scénarii intégrant des prescriptions aggravantes (ERP)	5
5	Présentation des scénarii d'amélioration du niveau d'accessibilité handicapée	6
5.1	Propos liminaires	6
5.2	Scénario 1 : préconisations relatives aux dispositions exigibles dans le cadre strict de la réglementation applicable (Code du travail)	6
5.3	Scénario 2 : préconisations complémentaires exigibles dans le cadre d'une réglementation aggravante non exigible (ERP)	7
6	Audit d'accessibilité handicapée	8
6.1	Cheminement extérieur	8
6.2	Ascenseur – Appareil élévateur	8
6.3	Escalier	9
6.4	Stationnement automobile	10
6.5	Sanitaires	10
6.6	Locaux restauration / repos	11
6.7	Accès au bâtiment	12
6.8	Dispositions relatives à l'accueil	13
6.9	Circulations intérieures horizontales	13
6.10	Portes	13
6.11	Sorties	14
6.12	Revêtements sols murs plafonds	14
6.13	Equipements accessibles	15
6.14	Eclairage	15
6.15	Dispositions spécifiques applicables à certains types d'établissements	16

1 Rappel du contexte et enjeux

L'objet du présent rapport est d'évaluer le niveau d'accessibilité handicapée des différents bâtiments du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, constituant le site CASTERNEAU, et dont l'accès principal est situé au 17 rue du Casterneau à Nantes.

Par ailleurs, différents scénarii d'amélioration du niveau d'accessibilité seront proposés au regard des dispositions réglementairement attendues, mais aussi des dispositions non exigibles compte tenu du classement du bâtiment concerné, et éventuellement des impossibilités techniques menant à la proposition de dérogations assorties de mesures compensatoires.

Dans le même temps, les différentes prescriptions émises feront l'objet d'une estimation financière indicative.

2 Rédaction et version

2.1 Rédaction

Le présent rapport a été préparé et rédigé par Florian BOCHEREL, en date du 25 avril 2023.
Il fait suite à la visite du site CASTERNEAU, réalisée le 17 avril 2023.

2.2 Version

Date	Version	Validation	Commentaire
25/04/2023	1		Rapport audit final

2.3 Destination

Ce rapport est adressé à :

- Monsieur JEROME COLAS – Chef de section – DGA/DAGN/BMI/PMI – Ministère de l'Europe et des affaires étrangères

3 Description et classement de l'établissement

3.1 Description sommaire de l'établissement

Le bâtiment 3 est un bâtiment de l'Etat exploité par le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Construit en matériau traditionnel, le bâtiment s'élève d'un étage sur rez-de-chaussée. Il présente une SUB de 3 628,51 m².

L'exploitation du bâtiment se décompose sommairement comme suit :

- RDC : bureaux, imprimerie, magasin, restaurant du personnel
- R+1 : bureaux, infirmerie



3.2 Classement

Le bâtiment 3 n'accueille aucune personne au titre du public. Il est donc soumis aux seules dispositions prévues par le Code du travail.

4 Référentiel réglementaire

4.1 Pour les scénarii strictement réglementaires (Code du travail)

Dans le cadre des conditions d'accessibilités des personnes handicapées sur le site, le présent document fera référence aux textes réglementaires suivants :

- Code du travail
- Articles R. 4214-26 à R. 4214-28 du Code du travail
- Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R. 235-3-18 du code du travail

4.2 Pour les scénarii intégrant des prescriptions aggravantes (ERP)

Dans le cadre des conditions d'accessibilités des personnes handicapées sur le site, le présent document fera référence aux textes réglementaires suivants :

- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 : loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014, modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public
- Arrêté du 8 décembre 2014, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

5 Présentation des scénarii d'amélioration du niveau d'accessibilité handicapée

5.1 Propos liminaires

Pour assurer l'accessibilité des personnels handicapés, conformément aux dispositions de l'article R. 235-3-18 du code du travail, les maîtres d'ouvrage entreprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments visés à l'article R. 235-1 du même code doivent appliquer les prescriptions énoncées dans l'arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements).

Toutefois, les aménagements de bâtiments existants sont soumis aux dispositions particulières suivantes :

- les parties de bâtiments ou d'installations correspondant à la création de surfaces nouvelles doivent respecter les dispositions du présent arrêté ;
- les travaux de restructuration modifiant les cheminements, locaux et équipements visés par le présent arrêté doivent également respecter les dispositions précitées, dans la mesure où les structures ou l'implantation des bâtiments le permettent ;
- les travaux réalisés à l'intérieur des surfaces ou volumes existants doivent au minimum maintenir les conditions d'accessibilité préexistantes.

Dès lors, lorsqu'un établissement relatif au seul Code du travail et dont la construction est antérieure à 1994, ne fait l'objet d'aucun aménagement, celui-ci n'est redevable d'aucune disposition visant *a minima*, à l'amélioration du niveau d'accessibilité handicapée.

Toutefois dans le cadre de la présente étude, les établissements antérieur à 1994 seront analysées dans l'hypothèse où ils feraient l'objet de travaux impactant l'ensemble du cadre bâti et qu'alors, les dispositions d'accessibilité réglementairement exigibles leur étaient imposées.

S'agissant des établissements dont la construction a été réalisée après 1994, ceux-ci sont soumis en tout état de cause, aux dispositions prévues par l'arrêté du 27 juin 1994.

5.2 Scénario 1 : préconisations relatives aux dispositions exigibles dans le cadre strict de la réglementation applicable (Code du travail)

Comme indiqué ci-avant en préambule, les éventuelles préconisations émises dans le cadre de ce scénario, correspondront aux dispositions prévues par l'arrêté du 27 juin 1994, quel que soit l'année de construction de l'établissement.

Ce scénario traitera des dispositions suivantes, selon la réglementation relative au Code du travail :

- Cheminements extérieurs ;

- Ascenseurs (hors dispositions relatives à l'évacuation différée des personnes handicapées en cas d'incendie : hors mission) ;
- Escaliers (extérieurs et intérieurs) ;
- Parc de stationnement ;
- Sanitaires ;
- Locaux de restauration / repos.

5.3 Scénario 2 : préconisations complémentaires exigibles dans le cadre d'une réglementation aggravante non exigible (ERP)

Les préconisations émises dans le cadre de ce scénario, correspondront aux dispositions prévues par l'arrêté du 8 décembre 2014, modifié, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant.

Ces dispositions relatives aux ERP peuvent s'inscrire en complément de celles exigibles réglementairement (scénario 1) compte tenu généralement de leurs caractéristiques plus détaillées, mais aussi lorsqu'elles ne sont pas traitées par le Code du travail s'agissant des modalités de déplacement (accès, portes, sorties...) ou encore des modalités d'usage des équipements mis à disposition.

Ce scénario traitera des dispositions suivantes, selon la réglementation applicable aux ERP :

- Cheminements (extérieurs et intérieurs) ;
- Ascenseurs (hors dispositions relatives à l'évacuation différée des personnes handicapées en cas d'incendie : hors mission) ;
- Escaliers (extérieurs et intérieurs) ;
- Parc de stationnement ;
- Accès au bâtiment et accueil ;
- Portes et sas ;
- Sorties.
- Revêtement des parois des parties communes ;
- Equipements, mobiliers et dispositifs de commande et de service intérieurs et extérieurs ;
- Locaux ouverts au public et sanitaires ;
- Obligations particulières concernant certains établissements ou installations.

6 Audit d'accessibilité handicapée

6.1 Cheminement extérieur

6.1.1 Constat – Etat existant

Nous rappelons que réglementairement, un cheminement accessible doit permettre d'accéder à l'entrée du bâtiment depuis l'accès du terrain. Ce cheminement doit faciliter la chaîne de déplacement depuis l'extérieur du terrain. L'entrée au site de Casterneau sera étudiée dans le cadre du bâtiment 2.

Depuis la cour intérieure du site, l'entrée du bâtiment 3 est accessible de plain-pied mais nécessite de franchir une clôture extérieure dont le portail ne présente pas d'espace de manœuvre horizontal au dévers près (dévers supérieur à 2%).

6.1.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
De part et d'autre du portail, aménager des espaces de manœuvre horizontaux présentant un dévers inférieur à 2%.
Estimatif : 3 000 € HT

6.1.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Dito scénario 1.

6.2 Ascenseur – Appareil élévateur

6.2.1 Constat – Etat existant

L'établissement dispose d'un ascenseur desservant l'ensemble des niveaux.

L'ascenseur présente les dimensions requises pour accueillir les personnes circulant en fauteuil roulant, ainsi que des commandes judicieusement implantées. Toutefois, il n'est équipé d'aucune signalisation sonore ou visuelle en cabine et sur les paliers.

6.2.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir au titre du Code du travail.

6.2.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Sur les paliers et en cabine, mettre en œuvre une signalisation sonore et visuelle (ouverture des portes, sens de déplacement, message vocal indiquant la position...) ;</p> <p>Estimatif : 3 600 € HT :</p> <ul style="list-style-type: none">- Signalisation palière (sonore et visuelle) : 2 x 1 200 € = 2 400 € ;- Signalisation cabine (sonore et visuelle) : 1 200 € ;

6.3 Escalier

6.3.1 Constat – Etat existant

L'escalier présente des carences concernant les mains courantes (absence de prolongement), de plus, ses nez-de-marche ne sont pas contrastés.

6.3.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
<ul style="list-style-type: none">- Ajouter des bandes contrastées et antidérapantes sur les nez-de marche ;- Prolonger les mains courantes existantes (au RDC et R+1) sans faire obstacle aux circulations horizontales ; <p>Estimatif : 2 700 € HT :</p> <ul style="list-style-type: none">- Prolongement des mains courantes existantes : 4 x 500 € = 2 000 € ;- Bandes contrastées et antidérapantes sur les nez-de marche : 700 €.

6.3.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>En complément des préconisations faites au scénario 1, il conviendra de mener les aménagements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les prolongements prescrits devront être réalisés horizontalement (non chiffré) ; - Mener les aménagements suivants : <ul style="list-style-type: none"> o Bande d'éveil à la vigilance implantée à 0,50cm de la 1^{ère} marche ; o 1^{ère} et dernière contremarches visuellement contrasté. <p>Estimatif : 500 € HT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bande d'éveil : 300 € ; - Bande de contraste des contremarches : 200 €.

6.4 Stationnement automobile

Sans objet.

6.5 Sanitaires

6.5.1 Constat – Etat existant

Des cabinets d'aisances adaptés aux personnes handicapées sont aménagés pour chaque sexe, au RDC. Ils présentent un espace d'usage latéral tronqué par le débatement des portes. Par ailleurs, les lavabos présents dans les parties communes, ne permettent pas le passage des jambes pour une personne circulant en fauteuil roulant.

6.5.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Au titre du Code du travail, il conviendra de mener les actions correctives suivantes (pour chaque sexe) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Remplacer les portes des cabinets adaptés par des portes coulissantes, permettant de restituer les espaces d'usage latéraux (0,80m x 1,30m) ; - Planter des barres d'appui latérales, à une hauteur comprise entre 0,70m et 0,80m du sol (implantation horizontale) ;

- Modifier le mobilier portant les lavabos afin de disposer d'un vide en partie inférieure d'au moins 0,30m de profondeur, 0,60m de largeur et 0,70m de hauteur permettant le passage des pieds et genoux d'une personne en fauteuil roulant ;
- Ajouter des pictogrammes sur les portes des sanitaires adaptés et des blocs-sanitaires équipés ;
- Au R+1, mettre en œuvre une signalétique (pancarte) indiquant où se situent les sanitaires adaptés.

Estimatif : 2 x 3 000 € HT = 6 000 €

6.5.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations

En complément des préconisations faites au scénario 1, il conviendra de mener les actions correctives suivantes :

- Dans les parties communes des blocs-sanitaires :
 - o A l'appui de plans à l'échelle, et en fonction des aménagements prévus ci-avant au §6.5.2, s'assurer qu'un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour (cercle de diamètre 1,50m) est présent devant le sanitaire adapté.
- Dans les cabinets d'aisances adaptés :
 - o Remplacer les cuvettes afin que celles-ci présentent une hauteur d'assise comprise entre 46cm et 50cm, abattant inclus.

Par ailleurs, au R+1, il conviendra de créer des sanitaires adaptés pour chaque sexe (un sanitaire pour chaque sexe par niveau).

Estimatif : 12 800 €

- Remplacement des cuvettes : 2 x 400 € = 800 €
- Création de sanitaires adaptés au R+1 (par réaménagement des blocs sanitaires existants) : 2 x 6 000 = 12 000 €

6.6 Locaux restauration / repos

6.6.1 Constat – Etat existant

Les tables présentes dans la salle de repos du R+1, sont accessibles aux personnes handicapées.

6.6.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir.

6.6.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir.

6.7 Accès au bâtiment

6.7.1 Constat – Etat existant

L'entrée principale du bâtiment est facilement repérable depuis la cour.

L'accès au bâtiment est sans ressaut depuis le cheminement extérieur. Les portes vitrées du sas d'entrée ne sont pas repérées par des bandes de signalisation.

Par ailleurs, l'ouverture du portail de la clôture est soumise à un contrôle d'accès dont le lecteur de badge et le visiophone sont situés à plus de 1,30m du sol.

6.7.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Bien que non exigible selon l'arrêté du 27 juin 1994, nous recommandons de déplacer le lecteur de badge et le visiophone à une hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m.</p> <p>Estimatif : cf. scénario 2</p>

6.7.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Déplacer le lecteur de badge et le visiophone à une hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m. Par ailleurs, mettre en œuvre deux bandes de signalisation sur les portes vitrées (à 110cm et à 165cm). Estimatif : 700 € HT

6.8 Dispositions relatives à l'accueil

Sans objet.

6.9 Circulations intérieures horizontales

6.9.1 Constat – Etat existant

Les circulations sont continues et sans ressaut.

6.9.2 Scénario 1

Sans objet.

6.9.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir.

6.10 Portes

6.10.1 Constat – Etat existant

Les portes présentent des largeurs et des espaces de manœuvre satisfaisants.

6.10.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir.

6.10.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir.

6.11 Sorties

6.11.1 Constat – Etat existant

Les sorties normales sont facilement repérables (identiques aux accès).

6.11.2 Scénario 1

Sans objet.

6.11.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir.

6.12 Revêtements sols murs plafonds

6.12.1 Constat – Etat existant

Les revêtements utilisés dans l'établissement ne créés pas de gêne visuelle pour les personnes ayant une déficience sensorielle.

Les revêtements de sol permettent une circulation aisée des personnes handicapées, et ne présentent pas de ressauts supérieurs à 2cm.

6.12.2 Scénario 1

Sans objet.

6.12.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir.

6.13 Equipements accessibles

6.13.1 Constat – Etat existant

Les équipements mis à disposition (photocopieuse, fontaine à eau, etc.) sont accessibles.

6.13.2 Scénario 1

Sans objet.

6.13.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir.

6.14 Eclairage

6.14.1 Constat – Etat existant

L'éclairage de jour est jugé satisfaisant (audit réalisé en journée).

6.14.2 Scénario 1

Sans objet.

6.14.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir.

6.15 Dispositions spécifiques applicables à certains types d'établissements

6.15.1 Constat – Etat existant

Au RDC, les vestiaires présentent pour chaque sexe, deux cabines de douche. Aucune d'entre elles n'est adaptée aux personnes handicapées.

6.15.2 Scénario 1

Sans objet.

6.15.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Aménager pour chaque sexe, une cabine de douche accessible aux personnes handicapées, et répondant donc en tout point aux dispositions prévues par l'article 18 de l'arrêté du 8 décembre 2014.</p> <p>Estimatif : 2 x 6 000 € = 12 000 € HT</p>



**BUREAU
VERITAS**

SOLUTIONS

LEAVE YOUR MARK

IN SHAPING A MODERN SOCIETY

